



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 26 octobre 2022

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2022 – N° 3 – JUILLET-SEPTEMBRE

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
— Le contrôle des sentences arbitrales par le juge suisse : aperçu de quelques traits caractéristiques et confrontation avec le droit français, par Sébastien BESSON	867
— L'arbitrage au XXI ^e siècle face aux enjeux du changement climatique, par Patrick THIEFFRY	899
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « La Cour de cassation avalise l'intensification du contrôle de la conformité des sentences à l'ordre public », note sous Cass., civ. 1 ^{re} , 23 mars 2022, par Sylvain BOLLÉE et Mathias AUDIT	945
— « Principe fondamental mais supplétif, le paradoxe de l'effet négatif de la compétence-compétence en arbitrage international », note sous Cass., civ. 1 ^{re} , 9 mars 2022, par Sacha WILLAUME	959
— « Demande nouvelle soumise au juge en cours d'arbitrage, parties non-signataires et effet négatif de la compétence-compétence », note sous Paris, 24 mai 2022, par François-Xavier TRAIN	979
— « L'accueil rigoureux de l'appel-nullité formé contre la décision du juge d'appui : excès de pouvoir et demande	

d'arrêt de l'exécution provisoire », note sous Paris (ord. réf.), 14 février 2022 et Paris, 15 février 2022, par Martin PLISSONNIER.....	994
— « Validité et portée d'un accord procédural sur l'obligation de révélation par l'arbitre », note sous Paris, 11 janvier 2022, par Daniel MAINGUY.....	1036
— « Quel juge pour l'exercice du droit au retrait litigieux ? », note sous Paris, 7 décembre 2021, par Malik LAZOUZI .	1071
— « Rappels et précisions sur l'obligation de révélation de l'arbitre », note sous Paris, 14 septembre 2021, par Alexandre REYNAUD et Eliot EVAIN-WILKES.....	1094
— « Le sauvetage des sentences arbitrales par l'exequatur partiel », note sous Paris, 13 avril 2021, par Joséphine HAGE-CHAHINE.....	1113
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ARBITRALE EN MATIÈRE SPORTIVE :	
— dirigée par Matthieu MAISONNEUVE, avec les contributions de Sébastien BESSON, Clémentine LEGENDRE, Jean-Michel MARMAYOU, Marc PELTIER et Antonio RIGOZZI.....	1135
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE.....	1187
BIBLIOGRAPHIE :	
— EL CHAZLI (Karim), <i>L'impartialité de l'arbitre. Etude de la mise en œuvre de l'exigence d'impartialité de l'arbitre</i> , par Sébastien BESSON.....	1217
— CAPELLE (Pierre), <i>L'arbitrage collectif</i> , par Kamalia MEHTIYEVA.....	1219
— ARNALDEZ (Jean-Jacques), DERAIS (Yves), HASCHER (Dominique), <i>Recueil des sentences arbitrales de la CCI 2016-2020</i> , par Charles JARROSSON.....	1225
INDEX ANALYTIQUE.....	1227

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
198^e année
27 octobre 2022
n° 37 / 7970^e
pages 1849 à 1896

CHRONIQUE / Droit

Que faire de nos *a priori* en droit ?
Jalons pour une recherche antécédente
> Jean-Sylvestre Bergé

1865

ÉDITORIAL

1849 En attendant la coupe du monde, *Franck Laffaille*

ACTUALITÉS

- 1852 Pratique anticoncurrentielle (dommages-intérêts) : portée de la directive européenne
- 1854 Fonds de commerce (cession) : sort des contrats de distribution exclusive
- 1855 Société par actions simplifiée (exclusion) : renvoi d'une QPC
- 1856 Discrimination (religion) : protection des convictions religieuses ou philosophiques
- 1856 Exhibition sexuelle (*Femen*) : condamnation de la France par la CEDH
- 1857 Détention (travail pénitentiaire) : publication d'une ordonnance
- 1859 Pollution de l'air (réduction) : condamnation de l'État au paiement de deux astreintes
- 1861 Licenciement (nullité) : atteinte à une liberté fondamentale

POINT DE VUE

1863 L'abus de l'état de dépendance à l'aune de l'abus de circonstances, *Juliette Brunie*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1871 *Chronique* : Les détenteurs de crypto-monnaies sont-ils des créanciers chirographaires des plateformes d'échange ?, *Corinne Boismain*
- 1875 *Panorama* : Sociétés et groupements, *Eddy Lamazerolles et Anne Rabreau*
- 1886 *Notes* : Point d'action sociale *ut singuli* possible contre les dirigeants d'association, note sous *Civ. 3^e, 7 juill. 2022*, *Jean-François Hamelin*
- 1891 Un phénomène naturel et extérieur à la chose vendue peut-il être constitutif d'un vice caché ?, note sous *Civ. 3^e, 15 juin 2022*, *Nicolas Bonnardel*

ENTRETIEN

1896 Jean-François Giacuzzo – La fin des *dark stores* ?

DALLOZ

Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse*



322237



9 1782993 222379

Recueil Dalloz

31/35 rue Froidevaux
75685 PARIS CEDEX 14
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
Fax 01 40 64 54 66
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SÉVILIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVEL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque - Crédit - Garantie Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat - Responsabilité Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, *Directrice*

80 avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@dalloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTHIER, *Responsable*

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@ledefevre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 840 € HT (857,54 € TTC)

Étranger : 906 € HT

Prix au numéro : 37,78 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2022

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35, rue Froidevaux Paris 14 •

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même par tielle, de tout élément pub. lit. dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot. : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille

1849 En attendant la coupe du monde

ACTUALITÉS

1852 DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution
Pratique anticoncurrentielle (dommages-intérêts): portée de la directive européenne, *Com.* 19 oct. 2022

Consommation
Clause abusive (appréciation): portée de l'exigence de « bonne foi », *CJUE* 13 oct. 2022
Sanction (déréférencement de site): constitutionnalité du régime, *Cons. const.* 21 oct. 2022

Fonds de commerce et commerçants
Agent commercial (rémunération): caractère impératif de la commission, *CJUE* 13 oct. 2022
Agent commercial (sous-agence): indemnité d'éviction de l'agent principal, *CJUE* 13 oct. 2022

Agent commercial (rupture du contrat): responsabilité civile en cas de faute grave, *Com.* 19 oct. 2022

Fonds de commerce (cession): sort des contrats de distribution exclusive, *Com.* 19 oct. 2022

Société et marché financier
Société par actions simplifiée (exclusion): renvoi d'une QPC, *Com.* 12 oct. 2022

Société européenne (transformation): accord relatif à l'implication des travailleurs, *CJUE* 18 oct. 2022

1856 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen
Discrimination (religion): protection des convictions religieuses ou philosophiques, *CJUE* 13 oct. 2022

1856 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal
Exhibition sexuelle (Femen): condamnation de la France par la CEDH, *CEDH* 13 oct. 2022

Procédure pénale
Détenion (travail pénitentiaire): publication d'une ordonnance
Comparution immédiate (interrogatoire): présence d'un avocat, *Crim.* 18 oct. 2022
Saisie pénale (recours): qualité pour agir de l'établissement de crédit, *Crim.* 19 oct. 2022

1858 DROIT PUBLIC

Environnement
Habitat naturel (protection): consommation du délit par abstention, *Crim.* 18 oct. 2022
Pollution de l'air (réduction): condamnation de l'État au paiement de deux astreintes, *CE* 17 oct. 2022

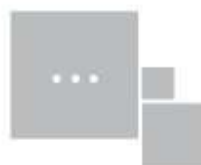
1860 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail
Licenciement (agent de sécurité): portée de l'avis d'incompatibilité, *Soc.* 19 oct. 2022
CHSCT (vote): exclusion du chef d'entreprise, *Soc.* 19 oct. 2022

Licenciement (nullité): atteinte à une liberté fondamentale, *Soc.* 19 oct. 2022
Liberté religieuse: salarié à disposition d'une collectivité territoriale, *Soc.* 19 oct. 2022
Participation (accord): qualité pour invoquer la nullité d'une clause, *Soc.* 19 oct. 2022
Prud'hommes (procédure): recevabilité des demandes additionnelles, *Soc.* 19 oct. 2022

1862 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile
Appel civil (fin de non-recevoir): compétence du conseiller de la mise en état, *Civ. 2^e, av.* 11 oct. 2022



POINT DE VUE

1863

L'abus de l'état de dépendance à l'aune de l'abus de circonstances
par Juliette Brunie



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1865

Que faire de nos a priori en droit ?
Jalons pour une recherche antécédente
par Jean-Sylvestre Bergé

1871

Les détenteurs de crypto-monnaies sont-ils
des créanciers chirographaires des plateformes
d'échange ?
par Corinne Boismain

NOTES

1886

Point d'action sociale ut singuli possible contre les
dirigeants d'association, note sous *Civ. 3^e*, 7 juill. 2022
par Jean-François Hamelin

1891

Un phénomène naturel et extérieur à la chose vendue
peut-il être constitutif d'un vice caché ?
note sous *Civ. 3^e*, 15 juin 2022
par Nicolas Bonnardel

PANORAMA

1875

Sociétés et groupements
septembre 2021 – août 2022
par Eddy Lamazerolles et Anne Rabreau



ENTRETIEN

1896

Jean-François Giacuzzo – La fin des dark stores ?

**Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 10 novembre 2022**

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

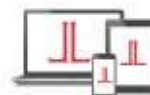
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr**

ARTICLES

409

Le contrat irrégulièrement conclu
en procédure collective

Clément Favre-Rochex

423

Le dol du dirigeant social à l'encontre d'un tiers

Kévin Castanier

RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial
et de droit économique

CHRONIQUES

447

Le statut de l'entrepreneur individuel
après la loi du 14 février 2022

Bernard Saintourens

561

Présentation critique du *Data governance act*

Thibault Douville et Emmanuel Netter

613

L'investissement des particuliers dans un contexte
renouvelé : l'AEMF et l'investissement 4.0

Thibault de Ravel d'Esclapon

PRATIQUE

693

Les aspects fiscaux de la loi n° 2022-172
du 14 février 2022 en faveur
de l'activité professionnelle indépendante

Ariane Périn-Dureau

ref: 512203



DAJLOZ

Lefebvre Dalloz

ARTICLES

- Le contrat irrégulièrement conclu en procédure collective**
Par Clément Favre-Rochex p. 409
- Le dol du dirigeant social à l'encontre d'un tiers**
Par Kévin Castanier p. 423
- Épilogue de la saga judiciaire sur le sort des « loyers Covid » :
les loyers sont dus !**
Par Fabien Kendérian p. 435

CHRONIQUES

Organisation générale du commerce

- Actes de commerce, commerçants
et fonds de commerce**
Par Bernard Saintourens p. 447

- Baux commerciaux**
Par Fabien Kendérian p. 465

- Tribunaux de commerce et arbitrage**
Par Éric Loquin p. 471

- Concurrence**
Par Emmanuelle Claudel p. 497

Propriétés incorporelles

- Propriété industrielle**
Par Jean-Christophe Galloux p. 505

- Propriété littéraire et artistique
et droit du marché de l'art**
Par Frédéric Pollaud-Dulian p. 519

- Droit des nouvelles technologies**
Par Philippe Gaudrat p. 547

Numérique et vie des affaires

- Par Thibault Douville
et Emmanuel Netter p. 561

Sociétés et autres groupements

- Sociétés en général**
Par Arnaud Lecourt p. 579

Sociétés civiles, associations et autres groupements

- Par David Hiez p. 603

Droit des marchés financiers

- Par Thibault de Ravel d'Esclapon
et Nicolas Rontchevsky p. 613

Crédits et titres de crédits

- Par Dominique Legeais p. 627

Vente, transports et autres contrats commerciaux

- Par Bernard Boulloc p. 635

Entreprises en difficulté

- Sauvegarde, redressement
et liquidation judiciaires**
Par Arlette Martin-Serf p. 643

Droit pénal des affaires

- Par Bernard Boulloc
et Laurent Saenko p. 655

Régime fiscal des affaires

- Par Olivier Fouquet p. 681

Droit européen des affaires

- Par Anne Marmisse
d'Abbadie d'Arrast p. 687

PRATIQUE

De la pratique à la doctrine

- Les aspects fiscaux de la loi n° 2022-172
du 14 février 2022 en faveur de l'activité
professionnelle indépendante**
Par Ariane Périn-Dureau p. 693

TABLES

- Tables trimestrielles p. 709

L'essentiel de l'actualité

Loyers commerciaux et Covid-19

Cass. 3^e civ. 30-6-2022 n° 21-20.190,

n° 21-20.127,

n° 21-19.889 : Décisions 618 et chronique p. 851

La mesure d'interdiction de recevoir du public prise pendant la crise sanitaire n'entraîne pas la perte du local loué, ne constitue pas une inexécution de son obligation de délivrance par le bailleur et ne peut pas être invoquée au titre de la force majeure par le locataire, qui doit donc payer les loyers dus pendant les périodes de confinement.

Faute grave de l'agent commercial

Cass. com. 29-6-2022 n° 20-11.952 : Décisions 625

Lorsqu'une clause du contrat d'agent commercial soumet à l'agrément du mandant le changement de dirigeant ou de contrôle de l'agent, le non-respect de cette clause constitue un manquement de l'agent à son obligation de loyauté et donc une faute grave qui le prive de l'indemnité compensatrice en cas de cessation du contrat.

Effet du décès de l'associé unique d'une EURL ayant une activité d'agent commercial

Cass. com. 22-6-2022 n° 21-11.675 : Décisions 643

L'EURL exerçant une activité d'agent commercial n'a pas droit à l'indemnité de rupture du contrat d'agence commerciale après le décès de l'associé unique, dès lors que cette circonstance n'entraîne pas la dissolution de l'EURL et n'empêche pas la poursuite de l'activité.

Exceptions pouvant être invoquées par la caution

Cass. com. 6-7-2022 n° 20-20.085 : Décisions 658

Le non-respect de la clause de conciliation préalable et obligatoire insérée dans une garantie de passif ne peut pas être invoqué par la caution.

Qualité de consommateur

Cass. 1^e civ. 20-4-2022 n° 20-19.043 : Décisions 663

Le fait d'emprunter pour acheter des parts sociales n'exclut pas la qualité de consommateur.

Réglementation des contrats hors établissement

Cass. 1^e civ. 31-8-2022 n° 21-11.455 : Décisions 664

La location d'un photocopieur par un expert-comptable peut relever des dispositions du Code de la consommation régissant les contrats conclus hors établissement, car elle n'entre pas dans le champ de son activité principale.

Réglementation des contrats conclus à distance

Cass. 1^e civ. 31-8-2022 n° 21-13.080 : Décisions 665

Le consommateur ne peut bénéficier des dispositions protectrices de la réglementation que s'il prouve l'existence d'un système organisé de ventes ou de prestations de services à distance.

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°328 • octobre 2022

Prix au n° : 43,58 € HT - 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 479,43 € HT - 489,50 € TTC.

DOSSIER

IMMOBILIER : TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE



ÉCLAIRAGE

Réforme des
contrats spéciaux

CHRONIQUE

Droit des sûretés
septembre 2021/
septembre 2022

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

RÉFORME DES CONTRATS SPÉCIAUX : présentation de l'avant-projet 6

Le 23 septembre 2022, l'Institut catholique de Paris accueillait un colloque destiné à présenter l'avant-projet de réforme des contrats spéciaux, rédigé par la commission présidée par le professeur Philippe Stoffel-Munck. Une riche journée de débats, au cours de laquelle les membres de la commission ont été confrontés à des spécialistes et à des praticiens, ce qui a permis aux spectateurs de voir se construire, sous leurs yeux, la fabrique du droit.

ENTRETIEN

DONNER SA SOCIÉTÉ, mode d'emploi 8

Le 14 septembre dernier, le créateur de la société de vêtements de sport américaine Patagonia, Yves Chouinard, a annoncé le transfert des actions de sa société à une association à but non lucratif dont l'objet est de combattre la crise environnementale et de protéger la nature. Cette opération est-elle réellement inédite et comment un entrepreneur français, qui voudrait à l'instar de son homologue américain, donner sa société, pourrait s'y prendre ? Nous avons posé la question à Xavier Delsol, avocat associé du cabinet Delsol Avocats.

PROFESSIONS

LES CHANTIERS DE LA COLLABORATION : une première édition sans tabou 10

Jeudi 29 septembre, l'Ordre des avocats au barreau de Paris organisait une journée de réflexion, visant à cibler les difficultés liées à la collaboration libérale et à faire émerger des propositions concrètes à mettre en œuvre pour faire évoluer le contrat de collaboration.



DOSSIER

IMMOBILIER : TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE

- **Lutte contre l'artificialisation des sols et objectif « zéro artificialisation nette » (ZAN) : changement de paradigme dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire**
Par Hélène Cloëz, Avocate associée,
Cabinet LPA-CGR avocats 24
- **Importance renforcée du DPE en immobilier résidentiel**
Par Sidonie Fraïche-Dupeyrat, Avocate associée
& Cécile Bénoliel, Avocate, Cabinet LPA-CGR avocats 28
- **Dispositif Éco Énergie Tertiaire, où en sommes-nous ?**
Par Géraldine Piedelièvre, Avocate associée & et Julie Jouan
de Kervénoaël, Avocate, cabinet LPA-CGR Avocats 32

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE



ANALYSE

CLAUDE DE RÉVOCATION AU SEIN D'UNE PROMESSE UNILATÉRALE : VERS L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEL AVANT-CONTRAT..... 11

Par Stanislas Barry, enseignant chercheur au sein du laboratoire ESPI2R.

RÉGIME DUTREIL ET LOCATIONS 14

Par Ali Guenfici, doctorant en droit, fiscaliste, promotion Martin Luther King de l'ENI, enseignant vacataire à l'université de Perpignan Via Domitia.

CHRONIQUE

DROIT DES SÛRETÉS SEPTEMBRE 2021/SEPTEMBRE 2022 46

Par Jean-Jacques Ansault, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

- **RE 2020 : un nouvel outil contre l'urgence climatique**
Par Aurélie Dauger, Avocate associée,
LPA-CGR avocats..... 37
- **Travaux d'économies d'énergie : les syndicats de copropriétaires un an après la loi « Climat et résilience »**
Par Pascaline Déchelette-Tolot, Avocate associée & Valérie Hardouin,
Avocate conseil, Cabinet LPA-CGR avocats 39
- **Les nouvelles contraintes résultant de la taxonomie européenne pour le secteur de l'immobilier**
Par Silke Nadolni, Avocate associée,
cabinet LPA-CGR Avocats..... 44

Droit des sociétés, n° 11 du 01 novembre 2022

Sommaire du numéro

Repère

ACTION UT SINGULI

Réflexion sur la pertinence d'un élargissement de l'action ut singuli

N° 10 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | HCJP

Publication du rapport du HCJP sur les droits de vote multiples

N° 45 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

L'AFA publie un nouveau diagnostic national sur le niveau de maturité des dispositifs anticorruption des entreprises

N° 46

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANT LES SALARIÉS

Administrateurs représentant les salariés et les salariés actionnaires : un rapport évalue les effets de leur présence au sein des conseils d'administration/de surveillance

N° 47

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES MULTINATIONALES

Le civisme fiscal des entreprises multinationales vu par les administrations fiscales : l'OCDE publie un rapport

N° 48

[Consulter le PDF](#)

Étude

DEVOIR DE VIGILANCE

Le régime des sanctions associées au devoir de vigilance des grandes entreprises : la loi du 27 mars 2017 et au-delà

N° 9 - Par Pierre-Louis PÉRIN et Frédéric FLATRÈS

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ABUS DE MAJORITÉ

Pas d'abus de majorité sans résistance de la minorité

N° 117 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | REVENDICATION DE LA QUALITÉ D'ASSOCIÉ

Trois précisions importantes quant au droit de revendiquer la qualité d'associé

N° 118 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | ASSOCIATION, GROUPEMENT SANS PERSONNALITÉ MORALE

[Incidence de l'absence de personnalité juridique d'un groupement sur la responsabilité de ses dirigeants](#)

N° 119 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | ASSOCIATION

[L'impossible action ut singuli des membres d'une association](#)

N° 120 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

[Convention de mandat social et révocation d'un membre et président du directoire](#)

N° 121 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

[De la faiblesse de l'écran de la personnalité morale créée en vue d'actes de concurrence déloyale](#)

N° 122 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | HAUT COMITÉ JURIDIQUE DE LA PLACE FINANCIÈRE DE PARIS

[Rapport sur les droits de vote multiples, 15 septembre 2022 : vers l'émission d'actions à droits de vote multiples dans les sociétés cotées ?](#)

N° 123 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | AMF

[Manquement de diffusion de fausse information : annulation de la décision de sanction à l'encontre d'EDF et de son ancien président, rendue par la commission des sanctions de l'AMF le 28 juillet 2020](#)

N° 124 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMPLEMENT DE PASSIF

[Faute de négligence](#)

N° 125 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | PÉRIODE SUSPECTE

[Paiement effectué par les cautions du débiteur](#)

N° 126 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

[Élément moral de l'abus de biens sociaux](#)

N° 127 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

[Cession, par une société assujettie à l'impôt sur les sociétés, de titres de participation](#)

N° 128 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

[Assujettissement à l'impôt sur les sociétés au titre de la mise à disposition gratuite à un associé d'un bien immobilier situé en France](#)

N° 129 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 42 du 24 octobre 2022

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

HOMMAGE

Fabien Waechter : un homme pluriel !

N° 1182 - Par Denis BERTHAULT

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Julia Minkowski : « Par-delà l'attente »

N° 1183 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | OUVRAGE

Les métamorphoses de la loi

N° 1184 - Par Philippe DELEBECQUE

[Consulter le PDF](#)

APERÇUS RAPIDES | APPEL

Incompétence du conseiller de la mise en état pour prononcer l'irrecevabilité des prétentions nouvelles en appel

N° 1185 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

APERÇUS RAPIDES | CONCILIATION

Annulation du préalable amiable obligatoire et autres validations procédurales

N° 1186 - Par Soraya AMRANI-MEKKI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | BASE DE DONNÉES

La Cour de cassation confirme la société Le bon coin en tant que producteur de base de données

N° 1187 - Par Agnès ROBIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MÉDIATION

Conditions d'inscription sur la liste des médiateurs

N° 1188 - Par François MÉLIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Recevabilité du moyen produit dans une note en délibéré déposée à la demande du juge

N° 1189 - Par Nicolas CAYROL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CNIL

Mots de passe et autres secrets partagés : adoption par la CNIL d'une nouvelle recommandation

N° 1190

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 13 au 19 octobre 2022

N° 1191

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 octobre 2022

N° 1192

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Le formalisme des conclusions : pourquoi pas ? Le ritualisme : non !

N° 1193 - Par Nicolas GERBAY

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

Traite et exploitation des êtres humains en France : quelles évolutions entre 2016 et 2021 ?

N° 1194

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 septembre au 2 octobre 2022

N° 1195

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

L'extension de la qualité d'auteur du délit de favoritisme

N° 1196 - Par Haritini MATSOPOULOU

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

Droits procéduraux des tiers propriétaires d'un bien confiscable

N° 1197 - Par Stéphane DETRAZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE

Conditions dans lesquelles le démarchage téléphonique des consommateurs est autorisé

N° 1198

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Contestation de créance et respect du délai pour saisir la juridiction compétente en cas de procédure d'arbitrage

N° 1199

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Procédure de conciliation : interprétation extensive de l'obligation de confidentialité

N° 1200

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 13 au 19 octobre 2022

N° 1201

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 octobre 2022

N° 1202

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Un médecin qui conclut un contrat d'hébergement pour assister à un congrès n'agit pas en qualité de professionnel

N° 1203 - Par Natacha SAUPHANOR-BROUILLAUD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

Pollution de l'air : l'État condamné à payer deux nouvelles astreintes de 10 millions d'euros

N° 1204

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | QPC

[Open data des décisions de justice : c'est parti pour les QPC !](#)

N° 1205

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 13 au 19 octobre 2022](#)

N° 1206

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

[Arrêts A du Conseil d'État du 3 au 9 octobre 2022](#)

N° 1207

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CAUTIONNEMENT

[La mention du point de départ du cautionnement est une condition exigée ad validitatem](#)

N° 1208 - Par Cindy LIMONIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[Développer l'apprentissage et la formation continue des élus en droit public](#)

N° 1209 - Par Pierre TIFINE

[Consulter le PDF](#)[La Semaine de la doctrine](#)

L'ÉTUDE | INTERNET

[Le Digital Services Act : guide d'utilisation de lutte contre les contenus illicites](#)

N° 1210 - Par Samir MERABET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

[Regards croisés sur les droits des femmes en France - Enjeux et perspectives d'action](#)

N° 1211

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

[L'administration de l'État](#)

N° 1212

[Consulter le PDF](#)[La Semaine du praticien](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | OUVRAGE

[3 questions à Jacques Larrieu, professeur émérite de droit de l'université de Toulouse
Capitole](#)

N° 1213 - Par Élise FILS

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR EDH

[Condamnation d'une Femen pour exhibition sexuelle dans une église : la France a violé la
Convention EDH](#)

N° 1214

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

[Lancement des émissions de Justice filmée](#)

N° 1215

[Consulter le PDF](#)

Actualité des procédures collectives, n° 17 du 21 octobre 2022

Sommaire du numéro

Repère

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Quel recours pour le créancier contesté et omis du plan face au jugement qui en constate l'exécution ?

N° 217 - Par Benjamin FERRARI

[Consulter le PDF](#)

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE

Application de la règle « Faillite sur faillite ne vaut » à un entrepreneur individuel

N° 218

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | EXTENSION DE PROCÉDURE

Extension d'une procédure collective d'une EURL à son associé dirigeant exerçant une activité indépendante

N° 219

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTRATS EN COURS

Le paiement après le délai de 3 mois de l'article L. 622-14, alinéa 3, mais avant le dépôt de la requête du bailleur fait obstacle à la résiliation du bail

N° 220 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCES EN COURS

Les jugements, même passés en force de chose jugée, obtenus après l'interruption de l'instance, sont réputés non avenus

N° 221

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

Irrégularité d'une déclaration de créance accomplie au nom d'un créancier

N° 222

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

Face à un inventaire complet, le propriétaire revendiquant doit établir l'existence du bien en nature au jour du jugement d'ouverture

N° 223 - Par Mathieu THIBERGE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ASSOCIÉS

Indépendance de l'engagement d'un associé en tant que caution et de son obligation aux dettes sociales

N° 224

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

[L'action en nullité des actes de la période suspecte et ses conséquences](#)

N° 225

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE SAUVEGARDE

[La décision arrêtant le plan de sauvegarde ne met pas fin à la suspension des poursuites individuelles](#)

N° 226

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

[Créances déclarées faisant l'objet d'une instance toujours en cours après l'achèvement du plan : les créanciers conservent leur droit de poursuite](#)

N° 227

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS PROFESSIONNELLES

[Responsabilité pour insuffisance d'actif : caractérisation du dirigeant de fait](#)

N° 228

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SORT DES CRÉANCIERS ANTÉRIEURS OU POSTÉRIEURS

[L'admission de la compensation des dettes dans la procédure de surendettement](#)

N° 229 - Par Karl LAFaurie

[Consulter le PDF](#)

À la une

Rapatriement des femmes et enfants français détenus en Syrie : une condamnation sur le fond qui ne dit pas son nom

note par Marie DOSÉ sous CEDH, gde ch., 14 sept. 2022

La grande chambre de la CEDH a condamné la France pour avoir arbitrairement refusé de rapatrier des enfants français et leurs mères détenus sans droit ni titre dans des camps du Nord-Est syrien.



© Jasmin Merdan

Actualité

Lieux de privation de liberté : les bâtonniers se sont emparés très vite de leur droit de visite

focus

Technique

Justice pénale de proximité : de la théorie à la pratique

étude par Julien FAIDHERBE

Jurisprudence

Le droit de chacun de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé : nouvelle liberté fondamentale

note par Sara BRIMO
sous CE, 7/2^e ch. réunies, 20 sept. 2022

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Professeure agrégée à l'université Paris Ouest – Nanterre La Défense

AVEC LA PARTICIPATION DE

Corinne BLÉRY, Florence GUERRE, Marilyn GUEZ, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Ludovic LAUVERGNAT, Lucie MAYER, Vincent ORIF et Martin PLISSONNIER



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2022
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 540,11 € TTC
Recueils + table seuls : 525,82 € TTC
Journal, recueil + table : 723,89 €
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 609 €
Journal, recueil + table : 819 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2021, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr


Actualité

- GPL441q2 ■ Lieux de privation de liberté : les bâtonniers se sont emparés
très vite de leur droit de visite 3
- GPL441q1 ■ Le CNB officialise son partenariat avec l'administration
pénitentiaire 4
- GPL441u4 ■ Émotion de la communauté judiciaire après le décès
d'une magistrate en pleine audience 5
- GPL441u7 ■ Magistrats : 3 / EDM : 0 6

Technique

- GPL441t0 ■ Justice pénale de proximité : de la théorie à la pratique
étude par Julien FAIDHERBE 8

Jurisprudence

- GPL441r3 ■ Le droit de chacun de vivre dans un environnement
équilibré et respectueux de la santé : nouvelle liberté fondamentale
note par Sara BRIMO sous CE, 7/2^e ch. réunies, 20 sept. 2022 12
- GPL441p9 ■ Rapatriement des femmes et enfants français détenus
en Syrie : une condamnation sur le fond qui ne dit pas son nom
note par Marie DOSÉ sous CEDH, gde ch., 14 sept. 2022 15
- GPL441i5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 19
- GPL441a9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 23
- GPL441m5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne
des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 26
- GPL441i7 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la consommation
par Stéphane PIÉDELIÈVRE <https://lext.so/GPL441i7> 

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

Sous la responsabilité scientifique de
Soraya AMRANI-MEKKI

27